

L'Agence française de développement prête à mieux financer l'agriculture - 25/04/2013 EurActiv.fr

<http://www.euractiv.fr/developpement/agence-francaise-de-developpement-prete-a-mieux-financer-l-agriculture-18929.html>

Les crises alimentaires qui ont touché les pays en développement en 2008 ont accru la nécessité de développer l'agriculture dans les zones rurales. Les conditions d'investissement sont cependant trop incertaines pour compter sur le secteur privé. Agence française de développement, FAO, Action contre la Faim, Fondation FARM

Provoquées par l'explosion des cours mondiaux des prix agricoles, les émeutes de la faim qui ont éclaté sur plusieurs continents en 2008 ont fait surgir le thème de la « sécurité alimentaire ». Cette crise a, entre autres, conduit la France à engager 1 milliard d'euros de financements liés à l'agriculture d'ici 2013, pour le seul continent africain.

Un an avant l'échéance, l'objectif est quasiment atteint, indique le rapport d'activité 2012 de l'Agence française de développement (AFD). L'établissement public doit entériner, jeudi 25 avril, un doublement de ses engagements annuels en faveur de l'agriculture pour la période 2013-2016.

Après une baisse très importante dans les années 1990 et le début des années 2000, l'aide internationale a repris timidement. Depuis 2008, la remontée s'accélère mais elle n'atteint pas les niveaux des années 1980, note un récent rapport de l'Organisation des nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).

Charge

Ce succès sur le papier est cependant à relativiser. L'objectif était non seulement « raisonnable », mais il a été atteint « de justesse », reconnaît Jean-Luc François, chef de la division Agriculture, développement rural et biodiversité à l'AFD.

Les pays africains rechignent par principe à s'endetter sur des politiques de développement agricole, dont la rentabilité est moins élevée face, par exemple, à des projets d'infrastructures. Sauf à se voir octroyer des prêts à taux bonifiés ou des subventions, en revanche plus coûteux pour les bailleurs de fonds.

Sur la période 2008-2012, les 3/4 des financements de l'AFD pour l'agriculture ont pris cette forme. Les objectifs sont multiples : aménagement rural, irrigation, renforcement des associations professionnelles et associatives, soutien de filières...

Crédits agricoles trop chers

Le dernier quart a été financé par des prêts octroyés à des banques ou à des entreprises, aux conditions du marché. Les cultures d'exportation (cacao, hévéa, coton...) tirent ici leur épingle du jeu.

Mais, l'endettement risque de faire perdre leurs rares moyens de production à une grande partie de la population rurale, dont les revenus proviennent de cultures vivrières (céréales, élevage, pêche).

Les crédits agricoles sont en général peu accessibles, car trop chers par rapport aux rendements espérés de leurs récoltes. Les exploitations agricoles africaines souffrent d'une faible productivité, liée notamment au manque d'outillage moderne ainsi qu'à un déficit de formation.

Imprévisibilité des récoltes

Les banques de développement agricole ou les institutions de micro-finance « ont des coûts de fonctionnement élevés et des difficultés à se financer sur les marchés à des taux avantageux », explique Fabrice Larue, chef de projet « Financement et gestion des filières » de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM).

Plusieurs raisons compliquent en effet le soutien bancaire aux petites et moyennes exploitations en Afrique subsaharienne. « Les institutions financières n'ont pas encore développé d'outils d'analyse du risque agricole », explique Fabrice Larue.

Difficulté supplémentaire, le réchauffement climatique accroît les difficultés des agriculteurs à planifier leurs cultures, en grande partie pluviales, afin de prévenir les aléas.

Les agriculteurs sont d'autant plus guettés par la pauvreté qu'ils sont souvent contraints de vendre leur production à très bas prix dès la récolte pour dégager rapidement des revenus. « Les agriculteurs les plus pauvres ne consomment pas leur production, mais achètent sur le marché », souligne Etienne du Vachat, de l'ONG Action contre la Faim.

Or, dans la période précédant les récoltes, les prix explosent, sous pression de la demande. Une véritable « trappe à pauvreté » pour les populations rurales, explique Jean-Luc François, de l'AFD.

Assurances agricoles balbutiantes

Une réponse classique à ce problème est de développer les capacités de stockage des villages pour parer les mauvaises récoltes. Des stocks publics nationaux, qui permettent de jouer sur les prix des denrées agricoles, existent déjà.

Développer les associations professionnelles d'agriculteurs, sous la forme par exemple de coopératives, permet d'augmenter les chances de bénéficier de crédits bancaires et de mieux négocier les prix de vente.

Mais, ces organisations paysannes « associent imparfaitement les plus pauvres et sont parfois l'enjeu de luttes politiques », souligne Etienne du Vachat. « Il faut également travailler directement avec les plus petits », ajoute-t-il.

Une voie tout indiquée pour le développement des assurances agricoles. Promus comme une solution d'avenir, ces systèmes, qui s'activeraient en cas de mauvaises récoltes, ne sont cependant pas pour demain. Peu rentables, ils nécessiteraient un volume de subventions dont la charge ne pourrait être assumée qu'à l'échelon national.

Catherine Abou El Khair